



HAL
open science

Quand un gouvernement requalifie la citoyenneté en écoterrorisme, c'est la démocratie qui s'étiole

Laurent Testot, Nathanaël Wallenhorst

► To cite this version:

Laurent Testot, Nathanaël Wallenhorst. Quand un gouvernement requalifie la citoyenneté en écoterrorisme, c'est la démocratie qui s'étiole. 2023. hal-04253329

HAL Id: hal-04253329

<https://uco.hal.science/hal-04253329v1>

Submitted on 26 Oct 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quand un gouvernement requalifie la citoyenneté en écoterrorisme, c'est la démocratie qui s'étiole

Grâce à la science, les politiques savent ce qui va se passer dans le monde physique : à savoir une dégradation forte, rapide et continue de l'habitabilité de la Terre, sous les effets conjugués du changement climatique, de la destruction des écosystèmes et des pollutions chimiques.

Ce qu'ils ne savent pas appartient au monde politique : ils ne savent pas comment se faire réélire si d'aventure ils tenaient compte de ce qu'ils savent du monde physique.

Alors ? Alors ils cherchent des issues...

C'est dans ce cadre que l'on peut comprendre les récentes évolutions de la politique française en matière de maintien de l'ordre et la menace gouvernementale de dissolution des soulèvements de la terre.

Pourquoi des citoyens se sont-ils donné rendez-vous à Sainte-Soline ? Pour l'immense majorité d'entre eux, ce n'est pas pour « casser du flic ». C'est parce qu'ils éprouvent l'écart entre les savoirs bioclimatiques dont ils ont connaissance et leur non-prise en compte dans les politiques publiques. Plus encore : le gouvernement accélère la destruction des conditions terrestres d'existence en dépit des savoirs issus du consensus scientifique international et pluridisciplinaire. Pour ceux qui prennent acte des constats scientifiques, il s'agit d'une intense violence. Et nous ne sommes pas nombreux !

En effet, très souvent, lorsque les questions environnementales sont abordées, ce n'est pas à partir du prisme des savoirs scientifiques, mais des solutions techniques à apporter, sur un problème qui souvent n'est même pas posé en ces termes. Ainsi en est-il des mégabassines. Certains syndicats agricoles, appuyés par une frange de politiques, les promeuvent comme une solution pour permettre la poursuite de l'irrigation des cultures. Il en est de même des voitures électriques, supposées pouvoir remplacer pièce par pièce notre parc de véhicules thermiques, en dépit des évidences du contraire – il n'y aura jamais assez de ressources minérales, extraites à un coût environnemental acceptable par les populations, disponibles pour cela. Ces « solutions vertes », à partir desquelles le gouvernement met en scène sa responsabilité dans la préparation de l'avenir, sont en fait particulièrement dangereuses. Elles mettent en péril les eaux souterraines, les zones humides qui en dépendent, les myriades d'animaux et de plantes qui leur sont inféodés.

Pire, ces pseudo-solutions vertes disloquent la notion de commun, et cela est particulièrement visible dans le cas des mégabassines. Pour persister à produire du maïs (car c'est là le principal objectif de ces infrastructures) qui ira gaver des volailles, l'agriculture industrielle doit continuer ses perfusions d'arrosage. Mais les arrêtés préfectoraux et autres limites administratives relatives à la gestion de l'eau l'empêchent de poursuivre les prélèvements massifs sur les cours d'eau jusqu'ici tolérés. Il s'agit dès lors de déplacer la « ressource », d'aller la puiser dans le sous-sol, là où les restrictions réglementaires sont encore limitées, pour la « stocker » en plein air, avec tous les problèmes prévisibles que cela posera : accélération de la destruction des nappes phréatiques, évaporation, contamination par des bactéries... Ce tour de passe-passe, destiné à s'approprié un élément on ne saurait plus commun et vital, l'eau, est révélateur de ce qu'est devenue l'agriculture industrielle. Faut-il rappeler que l'Anthropocène se cerne notamment à travers 9 limites définies par Johan Rockström et son équipe (2009), encadrant l'habitabilité de la Terre, et que 6 de ces limites sont d'ores et déjà dépassées ? Or à l'échelle planétaire (et le constat est considérablement aggravé à l'échelle locale, celle de la France), l'agro-industrie est la première responsable du dépassement de 3 de ces limites (cycle de l'eau douce, flux biogéophysiques de l'azote et du phosphore, changement d'utilisation des sols) tout en contribuant fortement au franchissement des 3 autres (pollutions chimiques, extinction de la biodiversité et changement climatique) !

Pansement sur un cancer, les solutions dites vertes ne seront jamais à la hauteur des enjeux. Or elles portent en elles le déni de démocratie. Ne prenant pas en compte le réel mis en lumière de longue date par les savoirs scientifiques, elles contraignent les citoyens informés à se mobiliser, puis à se radicaliser face au déni bioclimatique structurant les politiques publiques. La violence apparaît alors comme un moyen possible (et parfois nécessaire) au regard de la gravité de la poursuite du modèle industriel qui fragilise la pérennité de l'aventure humaine. Des violences arrivent, oui. Mais ce sont précisément celles qui ont été appelées par nos responsables politiques (qui, quelques jours avant les rassemblements, informent qu'ils ont connaissance de violences en préparation comme pour mieux motiver ces casseurs qu'ils appellent de leurs vœux). Ces violences ne sont-elles pas en partie créées ? Ne sont-elles pas

en effet nécessaires à l'exercice du pouvoir actuel ? Ne permettent-elles pas de produire ce clivage utile à ce qui ressemble de plus en plus à un autoritarisme néolibéral, dans lequel nous aurions le choix binaire entre la barbarie, d'un côté, et le développement technique, de l'autre ? Développement qui se présente alors dans le prolongement de la lumière des savoirs scientifiques – ce qui est faux.

Les savoirs bioclimatiques, appréhendés dans une double perspective scientifique et sociopolitique, sont une condition *sine qua non* de l'exercice de la citoyenneté. C'est quand nous ne parvenons pas à nous mettre d'accord sur les faits, médiés par les acquis scientifiques, que nous confondons savoir et opinion. C'est en présentant de manière délibérée des expertises biaisées qui se revendiquent fausement de la démarche scientifique que notre gouvernement entend imposer ses solutions – certes, dans le cadre institutionnalisé qui est le nôtre, mais dans un respect approximatif de la forme et dans un mépris complet de l'esprit. Ces savoirs doivent être positionnés au cœur de la cité comme de nos organisations. Faute de quoi la démocratie s'étiole... Et la dénonciation en avril 2023 par le ministre de l'Intérieur français du rôle d'observateur joué par une ONG comme la Ligue des droits de l'homme a résonné à cet égard comme un sinistre préambule.

Laurent Testot est journaliste scientifique. Nathanaël Wallenhorst est professeur à l'Université catholique de l'Ouest où il est doyen de la faculté d'éducation. Ils ont publié *Vortex. Faire face à l'Anthropocène* (Payot, 2023).